MTL. - 1 - Coordination (2) L.5017/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 décembre 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "pour les examens aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires près les parquets", a donné le 1er février 1956 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e December 1955 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot inrichting van de examens voor het ambt van gerechtelijk officier en van gerechtelijk agent bij de parketten", heeft de 1e Februari 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet refond l'arrêté ministériel du 1er mars 1937 qui concerne les examens de capacité aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires. Il en élimine notamment les conditions de recrutement étrangères à l'examen proprement dit, qu'un autre projet se propose d'insérer dans l'arrêté royal organique du 7 mai 1921 (voir l'avis L.5016/2).

Le Conseil d'Etat estime que ce transfert de matières n'est pas complet. En effet, il n'appartient pas au Ministre de déterminer les conséquences de la réussite et de l'échec à l'examen de capacité. Il importe donc de faire passer l'article 2, alinéa 2, et l'article 13, alinéa 3, du présent projet dans le projet d'arrêté royal sous la forme d'un ajouté à l'article 2, 4°, de l'arrêté du 7 mai 1921. En même temps, il serait opportun de compléter, dans ce même 4°, les pouvoirs du Ministre, en lui permettant de régler toute l'organisation de l'examen.

Les dispositions restantes du présent projet gagneraient à être présentées dans un ordre plus logique : puisque les récipiendaires doivent attendre la notification des résultats de l'examen général de capacité pour avoir le droit de s'inscrire à l'examen linguistique, les dispositions relatives à ce dernier (articles 10, 4 in fine, et 14, alinéa 2) devraient être groupées après l'article 14.

Les autres observations de forme qui ressortent du texte proposé ci-après, ne nécessitent pas de commentaire:

.../...

ARRETE MINISTERIEL ORGANISANT LES EXAMENS DE CAPACITE POUR LES CANDIDATS MASCULINS AUX FONCTIONS D'OFFICIER ET D'AGENT JUDICIAIRES PRES LES PARQUETS.

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1954 et ... ;

Vu l'avis de la Commission paritaire consultative près le Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

Les examens de capacité pour candidats masculins aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires sont organisés chaque fois que les beoins du recrutement le requièrent.

.../...

Article 2.-

Ils sont annoncés par un avis publié au Moniteur belge, deux mois au moins avant la date de l'ouverture de la session.

Article 3.-

Les candidats sont tenus d'adresser au Ministre de la Justice (services généraux, personnel, police judiciaire), par lettre recommandée à la poste un mois au moins avant l'ouverture de la session, leur demande d'admission accompagnée des pièces attestant qu'ils réunissent les conditions prévues à l'article 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1921, modifié par les arrêtés ultérieurs, savoir :

1° un extrait d'acte de naissance;

2° un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs délivré dans le courant de l'année pendant laquelle a lieu l'examen;

3° un certificat de nationalité;

4° une pièce attestant qu'ils ont satisfait aux lois sur la milice;

5° une copie certifiée conforme du certificat d'études ou du diplôme.

Les agents judiciaires qui se présentent à l'examen d'officier, sont dispensés de produire à nouveau les pièces qu'ils ont déjà produites lors de leur examen d'agent.

.../...

Article 4.-

Au moment de leur inscription, les candidats indiquent la langue dans laquelle ils demandent à subir l'examen.

Article 5.-

Les candidats admis à prendre part à l'examen en sont avisés, au moins huit jours d'avance, par les soins du service "Police judiciaire" du Ministère de la Justice.

Article 6.-

La commission d'examen comprend l'administrateur de la Sûreté publique, président, un magistrat de parquet de première instance désigné par le Ministre, l'officier commissaire général aux délégations judiciaires et un fonctionnaire désigné par le Ministre pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le président peut requérir l'assistance de professeurs ou d'autres spécialistes pour certaines épreuves orales ou écrites.

Article 7.-

L'examen d'officier judiciaire comprend une épreuve écrite, une épreuve orale et des épreuves pratiques, dont les matières et les maximums des points sont énumérés ci-après :

.../...

A. Epreuve écrite :
(énumération du projet)

B. Epreuve orale :
(idem)

C. Epreuves pratiques :
(idem).

Les docteurs en droit sont dispensés des interrogations sur les matières 1, 2, 3, 9 et 10, ainsi que sur la matière 11 s'ils l'ont choisie comme cours à option. Les licenciés en criminologie sont dispensés des interrogations sur les matières 9, 10 et 11.

Article 8.-

L'examen d'agent judiciaire comprend une épreuve écrite, une épreuve orale et des épreuves pratiques, dont les matières et les maximums des points sont énumérés ci-après :

A. Epreuve écrite :
(énumération du projet)

B. Epreuve orale :
(idem)

C. Epreuves pratiques :
(idem).

.../...

Article 9.-

Les candidats ne peuvent, sous peine d'exclusion de l'épreuve, communiquer entre eux ni se servir de livres, écrits ou de notes quelconques dont l'emploi n'aurait pas été autorisé par la commission.

Article 10.-

Si le nombre de récipiendaires est trop grand pour qu'il soit possible de procéder pour tous en une seule séance aux opérations de l'examen, la commission divise la liste en deux ou plusieurs séries, suivant le résultat du tirage au sort. Dans ce cas, des questions différentes sont proposées à chaque série.

Article 11.-

Une cote inférieure aux cinq dixièmes dans une branche constitue une cote d'exclusion.

Le total des points acquis par tout candidat dispensé d'une ou plusieurs interrogations, est rapporté au maximum des points afférent à l'ensemble des épreuves énumérées à l'article 7 ou à l'article 8.

Pour subir avec succès l'examen de capacité, le candidat doit obtenir les six dixièmes des points pour l'ensemble des épreuves auxquelles il devait participer.

.../...

Article 12.-

Le président de la commission d'examen remet au Ministre de la Justice les listes et les travaux des récipiendaires qui se sont présentés aux examens. Ces listes indiquent le nombre de points obtenus par chacun d'eux dans les diverses épreuves.

Article 13.-

Les candidats qui ont satisfait à l'examen de capacité, ont la faculté de subir une épreuve complémentaire portant sur la connaissance de la seconde langue nationale ou sur la connaissance de la langue allemande.

Les demandes de participation sont adressées, par lettre recommandée à la poste, au Ministre de la Justice (services généraux, personnel, police judiciaire), dans le délai d'un mois à dater de la notification des résultats de l'examen de capacité. Elles indiquent la langue que les candidats choisissent comme langue principale.

Cette épreuve se compose d'un examen oral et d'un examen écrit. Les articles 9 et 10 lui sont applicables.

L'examen oral comporte :

a) une conversation sur un sujet de la vie courante;
b) la lecture à haute voix d'un texte juridique rédigé dans la langue sur laquelle porte l'examen, suivie d'un interrogatoire sur ce texte.

.../...

L'examen écrit comporte un exposé d'une trentaine de lignes sur un sujet d'ordre général.

La commission d'examen décide si le candidat a satisfait ou non à l'épreuve. Aucun degré de mérite ne peut être ajouté.

Le président remet au Ministre les résultats de l'épreuve.

Article 14.-

Les arrêtés ministériels des 22 septembre 1925, 28 décembre 1927, 9 juillet 1929, 4 juillet 1931 et 1er mars 1937 sont abrogés.

Bruxelles, le

Het ontwerp is een omwerking van het ministerieel besluit van 1 Maart 1937 betreffende de bekwaamheidsexamens voor het ambt van gerechtelijk officier en agent. Afgeschaft worden onder meer de wervingsvereisten die niets met het eigenlijke examen hebben te maken; deze zullen door een ander ontwerp worden ingevoegd in het organiek koninklijk besluit van 7 Mei 1921 (zie advies L.5016/2).

Volgens de Raad van State is de materie op die wijze niet geheel verlegd. Het komt de Minister namelijk niet toe vast te stellen welke gevolgen het al dan niet slagen in een bekwaamheidsexamen heeft. Artikel 2, tweede lid, en artikel 13, derde lid, van dit ontwerp moeten dus overgaan naar het ontwerp van koninklijk besluit, in de vorm van een toevoeging aan artikel 2, 4°, van het besluit van 7 Mei 1921. Dit kan meteen een gelegenheid zijn om dit 4° zo aan te vullen, dat de Minister bevoegdheid krijgt om de gehele inrichting van het examen te regelen.

De overblijvende bepalingen van het ontwerp kunnen logischer worden geordend : aangezien de examinandi toch moeten wachten op de kennisgeving van de uitslag van het algemeen bekwaamheidsexamen, om het recht te hebben zich voor het taalexamen te laten inschrijven, ware het beter de bepalingen over dit taalexamen (artikelen 10, 4 in fine, en 14, tweede lid) samen te brengen na artikel 14.

De overige opmerkingen over de vorm, die uit de hierna voorgestelde tekst blijken, behoeven geen commentaar:

.../...

MINISTERIEEL BESLUIT TOT INRICHTING VAN DE BEKWAAMHEIDS-EXAMENS VOOR DE MANNELIJKE CANDIDATEN VOOR HET AMBT VAN GERECHTELIJK OFFICIER EN VAN GERECHTELIJK AGENT BIJ DE PARKETTEN.

De Minister van Justitie,

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 December 1954 en ... ;

Gelet op het advies van de paritaire commissie van advies bij het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten;

Gelet op het advies van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

De bekwaamheidsexamens voor de mannelijke candidaten voor het ambt van gerechtelijk officier en van gerechtelijk agent worden ingericht telkens als dit voor de behoeften van de werving nodig is.

.../...

Artikel 2.-

Zij worden aangekondigd door een bericht dat ten minste twee maanden vóór de opening van de zittijd in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 3.-

Tenminste één maand voor de opening van de zittijd moeten de candidaten, bij een ter post aangetekende brief, hun aanvraag om toelating zenden aan de Minister van Justitie (algemene diensten, personeel, gerechtelijke politie), onder bijvoeging van de stukken waaruit blijkt, dat zij aan de toelatingsvereisten gesteld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 Mei 1951, door de latere besluiten gewijzigd, voldoen, namelijk :

1° een uittreksel uit de geboorteakte;

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, afgegeven in de loop van het jaar waarin het examen afgenomen wordt;

3° een nationaliteitsbewijs;

4° een stuk waaruit blijkt dat zij aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° een gewaarmerkt afschrift van het studiebewijs of van het diploma.

Gerechtelijke agenten die zich voor het examen van gerechtelijk officier aanmelden, dienen de stukken, welke zij reeds bij hun examen van agent hebben overgelegd, niet opnieuw over te leggen.

.../...

Artikel 4.-

Bij hun inschrijving delen de candidaten mede in welke taal zij het examen wensen af te leggen.

Artikel 5.-

De candidaten die tot het examen worden toegelaten, worden hiervan ten minste acht dagen vooraf in kennis gesteld door toedoen van de dienst "Gerechtelijke Politie" bij het Ministerie van Justitie.

Artikel 6.-

De examencommissie bestaat uit de administrateur van de openbare veiligheid, voorzitter, een door de Minister aangewezen magistraat bij een parket van eerste aanleg, de officier-commissaris-generaal voor gerechtelijke opdrachten en een door de Minister van Justitie aangewezen ambtenaar, die het ambt van secretaris waarneemt.

De voorzitter kan voor sommige mondelinge of schriftelijke gedeelten van het examen de medewerking van leraren of van andere specialisten vragen.

Artikel 7.-

Het examen van gerechtelijk officier omvat een schriftelijk gedeelte, een mondeling gedeelte en practische proeven waarvan de leerstof en het maximum der punten hierna worden opgegeven :

.../...

A. Schriftelijk gedeelte :
(opsomming van het ontwerp)

B. Mondeling gedeelte :
(idem)

C. Practische proeven :
(idem).

De doctors in de rechten zijn vrijgesteld van de ondervragingen over de leerstof vermeld onder 1 , 2 , 3 , 9 , 10 en over de leerstof vermeld onder 11 indien zij deze als keuzevak hebben gekozen. De licentiaten in de criminologie zijn vrijgesteld van de ondervragingen over de leerstof vermeld onder 9, 10 en 11.

Artikel 8.-

Het examen van gerechtelijk agent omvat een schriftelijk gedeelte, een mondeling gedeelte en practische proeven, waarvan de leerstof en het maximum der punten hierna zijn opgegeven :

A. Schriftelijk gedeelte :
(opsomming van het ontwerp)

B. Mondeling gedeelte :
(idem)

C. Practische proeven :
(idem).

Artikel 9.-

Op straf van uitsluiting mogen de candidaten geen omgang met elkaar hebben noch gebruik maken van enigerlei boek, geschrift of nota waarvan het gebruik niet door de commissie is toegelaten.

.../...

Artikel 10.-

Indien het aantal examinandi zo groot is, dat de examenverrichtingen voor allen niet in één zitting kunnen plaats vinden, verdeelt de commissie de lijst in twee of meer reeksen, volgens de uitslag van een loting. In dit geval worden voor elke reeks verschillende vragen voorgesteld.

Artikel 11.-

Een beoordelingscijfer beneden vijf tiende in een vak is een uitsluitingscijfer.

Voor elke van één of meer ondervragingen vrijgestelde candidaat wordt het totaal der punten die hij heeft behaald, omgerekend naar het maximum der punten dat staat op de gezamenlijke in artikel 7 of in artikel 8 genoemde examengedeelten.

Om voor het bekwaamheidsexamen te slagen, moet de candidaat zes tiende van de punten behalen voor de gezamenlijke proeven waaraan hij moest deelnemen.

Artikel 12.-

De voorzitter van de examencommissie overhandigt de lijsten en de werken der examinandi die zich voor het examen hebben aangemeld aan de Minister van Justitie. Deze lijsten vermelden het aantal punten, dat elk van hen in de onderscheiden examengedeelten heeft behaald.

.../...

Artikel 13.-

Candidaten die voor het bekwaamheidsexamen zijn geslaagd, hebben het recht deel te nemen aan een aanvullend examen over de kennis van de tweede landstaal of over de kennis van het Duits.

De aanvragen om deelneming moeten bij een ter post aangetekende brief gezonden worden aan de Minister van Justitie (algemene diensten, personeel, gerechtelijke politie), binnen één maand na de kennisgeving van de uitslag van het bekwaamheidsexamen. Zij geven aan, welke taal de candidaten als hoofdtaal verkiezen.

Dit examen bestaat uit een mondeling en een schriftelijk examen. De artikelen 9 en 10 vinden daarop toepassing.

Het mondeling examen bestaat uit :

a) een gesprek over een onderwerp uit het dagelijks leven;

b) het luidop lezen van een rechtstekst, gesteld in de taal waarover het examen loopt, gevolgd van een ondervraging over die tekst.

Het schriftelijk examen bestaat in een uiteenzetting in een dertigtal regels over een algemeen onderwerp.

De examencommissie beslist of de candidaat al dan niet voor het examen geslaagd is. Geen waardecijfer mag worden gegeven.

.../...

De voorzitter deelt de uitslag van het examen mede aan de Minister.

Artikel 14.-

De ministeriële besluiten van 22 September 1925, 28 December 1927, 9 Juli 1929, 4 Juli 1931 en 1 Maart 1937 worden opgeheven.

Brussel, de

MTL.

L.5017/2.
L.5018/2.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	J.COYETTE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.